



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques et
de l'Administration Locale
Bureau de l'Administration Générale
et de l'Utilité Publique

PRÉFET DE LA SOMME

Mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Pierre BOINET à BOISMONT

ARRETE DU 14 JAN. 2016

Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative au droit des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 septembre 2000 à la société Pierre BOINET pour l'exploitation d'une carrière de sable et gravier sur le territoire de la commune de BOISMONT à l'adresse suivante lieu dit « Au chemin d'Abbeville », parcelle cadastrée C n°414 concernant notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'article 34 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2000 susvisé qui dispose : « *La remise en état des lieux, tant au cours de l'exploitation qu'à l'issue de celle-ci, devra être effectuée conformément aux engagements pris par le pétitionnaire tels qu'ils figurent au dossier de la demande et conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.*

Elle sera réalisée en coordination avec les travaux d'extraction et conduira, au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation, à la remise en culture des terrains et à un engazonnement des talus résultant de l'extraction, assurant l'intégration du site dans son environnement.

L'exploitant devra ainsi procéder à l'exécution des mesures suivantes :

- *talutage et mise en sécurité des fronts de taille résiduels si nécessaire ;*
- *remblaiement du site exclusivement au moyen de matériaux inertes ;*
- *remise en place des matériaux de décapage et régalaie de la terre végétale ;*
- *suppression des installations liées à l'exploitation et des installations annexes ;*
- *nettoyage de l'ensemble du site.*

Le niveau des terrains reconstitués ne devra en aucun cas être supérieur au niveau naturel du terrain avant extraction.

Les opérations de remblaiement devront respecter les modalités suivantes :

- *aucune opération de remblaiement ne devra être effectuée pendant les périodes de fermeture de la carrière ;*
- *une personne nommément désignée surveillera les arrivages de matériaux de remblaiement et refusera tous matériaux dont le caractère inerte n'est pas établi ;*
- *un registre ouvert à cet effet consignera les informations suivantes : date et heure de réception des matériaux, quantité de matériaux, identification du véhicule qui effectue le transport.*

L'exploitant aura soin d'éviter tout passage répété d'engins sur la couche de découverte reconstituée afin de ne pas la compacter et de manière à permettre la remise en culture et l'engazonnement tels que prévu dans le dossier de demande.

Ces mesures sont prescrites sans préjudice des dispositions réglementaires qui pourraient être imposées, si nécessaire, pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée. » ;

Vu l'article 35 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2000 susvisé qui dispose : « L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant l'échéance de l'arrêté d'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- *le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos) ;*
- *le plan de remise en état définitif ;*
- *un mémoire sur l'état du site. »*

Considérant qu'au 19 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) n'était en possession d'aucune notification ni d'aucun dossier conforme aux articles 34 et 35 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2000 ;

Considérant qu'au 19 octobre 2015, les travaux de remise en état ne sont pas achevés ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 34 et 35 de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIERRE BOINET de respecter les prescriptions des articles 34 et 35 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme,

ARRETE

Article 1 – La société Pierre BOINET exploitant une installation de carrière de sable et gravier sise au lieu-dit « Au Chemin d'Abbeville » parcelle cadastrée section C n° 414 sur la commune de BOISMONT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 35 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2000, en transmettant sous 2 mois :

- une notification de fin d'exploitation ;
- un dossier comprenant :
 - le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos) ;
 - le plan de remise en état définitif ;
 - un mémoire sur l'état du site.

Article 2 – La société Pierre BOINET est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 34 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 septembre 2000 en procédant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'exécution des mesures suivantes :

- talutage et mise en sécurité des fronts de taille résiduels si nécessaire ;
- remblaiement du site exclusivement au moyen de matériaux inertes (dans ce cadre l'exploitant détaillera et justifiera les actions correctives apportées suite au dépôt et l'enfouissement de déchets constaté lors de la visite d'inspection du 07 juin 2007)
- remise en place des matériaux de décapage et régilage de la terre végétale ;
- suppression des installations liées à l'exploitation et des installations annexes ;
- nettoyage de l'ensemble du site.

Le niveau des terrains reconstitués ne devra en aucun cas être supérieur au niveau naturel du terrain avant extraction

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de BOISMONT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nord Pas de Calais Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PIERRE BOINET.

Amiens le 14 JAN. 2018

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Jean-Charles GERAY